



Atlas social de la France

ISSN : 3100-0797

Éditeur : Espaces et Sociétés (UMR 6590 CNRS)

<https://atlas-social-de-france.fr/>

La mobilisation mouvante des Gilets Jaunes : des blocages en périphérie aux manifestations centrales

Étienne Walker



Photo : Thomas Bresson,
Gilets Jaunes à Belfort le 17
novembre 2018, CC 4.0 BY,

🔗 <https://atlas-social-de-france.fr/index.php?id=996>

DOI : <https://doi.org/10.48649/asf.996>

Référence électronique

Étienne Walker, « La mobilisation mouvante des Gilets Jaunes : des blocages en périphérie aux manifestations centrales », *Atlas social de la France* [], eISSN : 3100-0797, *Luttes et mobilisations : manifester, bloquer, être réprimé-es*, mis en ligne le 29 December 2025, consulté le 16 February 2026. URL : <https://atlas-social-de-france.fr/index.php?id=996> - DOI : <https://doi.org/10.48649/asf.996>

Licence

CC 4.0 - BY



La mobilisation mouvante des Gilets Jaunes : des blocages en périphérie aux manifestations centrales

Étienne Walker



Photo : Thomas Bresson, Gilets Jaunes à Belfort le 17 novembre 2018, CC 4.0 BY,

RÉSUMÉ

Français

Les Gilets jaunes ont fait irruption dans le champ politique à la fin de l'année 2018. Comment un mouvement de ce type peut-il créer du changement social ? S'approprier l'espace pour concrétiser ce changement est une des pistes de réponse. Mais les contestataires sont-ils toujours si stratégiques ? Ne se mobilisent-ils pas simplement là où leurs préoccupations ont pu trouver racine ? Pour répondre à ces questions, le cas des Gilets jaunes se révèle très éclairant tant leur mobilisation constitue un nouveau référentiel dans l'histoire politique nationale.

INDEX

Mots-clés

contestation, gilets jaunes, ronds-points, mouvement social, espaces de mobilisation, appropriation de l'espace

SOMMAIRE

Une appropriation de tout le territoire national

Figure 1. D'un acte initial dispersé sur les infrastructures routières à un resserrement au niveau des lieux de pouvoir centraux

Le ciblage économique privilégié initialement

Une centralisation qui laisse ouverte la question stratégique

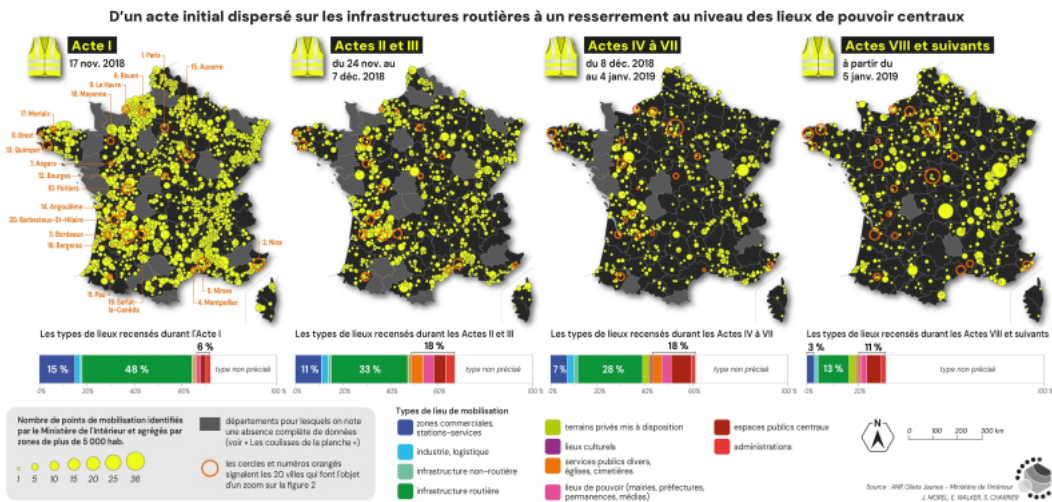
Figure 2. Une centralisation progressive de la mobilisation à tous les niveaux de la hiérarchie urbaine

TEXTE INTÉGRAL

Une appropriation de tout le territoire national

- 1 Avec près de 1 800 actions identifiées par les services du ministère de l'Intérieur, source imparfaite mais incontournable (voir « les coulisses de la planche »), l'acte initial du 17 novembre 2018 constitue le cas paroxystique de ce qui sera observé pendant plusieurs semaines. Pour le pouvoir d'achat, contre l'augmentation de la taxe carbone, le durcissement du contrôle technique automobile et la multiplication des radars routiers, une multitude de rassemblements, filtrages, blocages et autres actions se déploient soudainement dans l'espace français. La géographie des quelques 7 000 actions dénombrées dans près de 2 600 communes différentes jusqu'en mars 2019 (mois à partir duquel sont recensés moins de 50 000 participant·es à chaque « acte ») montre d'abord que la dépendance à l'automobile concerne nombre de personnes en France (le taux de motorisation y est de 84 %, un tiers des ménages ayant même au moins deux voitures selon l'Insee). Avec le gilet de haute visibilité en signe de ralliement, les contestataires investissent un nombre impressionnant de lieux routiers sur l'ensemble du territoire (Figure 1). Cette distribution géographique est à rapprocher de l'organisation non centralisée du mouvement, notamment via les réseaux sociaux, qui permet à des personnes de se mobiliser à proximité de leur lieu de résidence, puis de nouer des liens forts grâce à la coprésence dans la mobilisation.

Figure 1. D'un acte initial dispersé sur les infrastructures routières à un resserrement au niveau des lieux de pouvoir centraux



Source : ANR Gilets Jaunes - Ministère de l'Intérieur.

- 2 L'idée d'une révolte de la « France périphérique » ou depuis la « diagonale du vide », comme l'avancent Christophe Guilluy ou Hervé Le Bras dès l'acte initial, ne résiste guère à l'analyse. C'est plutôt une géographie urbaine qui ressort, avec pas moins de 84 % des actions se tenant dans des villes et notamment les centres des agglomérations entre novembre 2018 à mars 2019. Cette géographie ne doit cependant pas laisser penser qu'espaces de mobilisation et espaces de vie quotidienne se superposent parfaitement. Si les Gilets jaunes des premiers actes ont surtout investi les petites villes et leurs ronds-points, ils et elles habitent plus fréquemment ces mêmes espaces infra-urbains mais aussi les mondes périurbains, qui représentent respectivement 23 et 40 % des Gilets jaunes enquêtés contre 12 et 25 % des résidents en France. Cette géographie résidentielle éclaire largement la prépondérance de l'usage contraint de l'automobile dans l'explication des ressorts de la mobilisation, comme dans celle des lieux investis.

Le ciblage économique privilégié initialement

- 3 L'examen des coordonnées géographiques des actions et leur description par les agents du ministère de l'intérieur accrédite clairement l'idée d'une appropriation massive et simultanée du territoire national. Ainsi lors de l'acte initial soit au plus fort de la contestation avec 288 000 Gilets jaunes officiellement comptabilisés, une même ville a pu être le lieu de différents rassemblements en plusieurs points-clés, comme l'illustre la vingtaine de localités présentées en Figure 2. Ce sont les ronds-points, devenus stratégiques par la multiplication et massification des flux routiers depuis les « Trente Glorieuses », qui s'avèrent avoir été particulièrement ciblés avec plus de 1 500 rassemblements, filtrages ou blocages recensés jusqu'en mars 2019 (Figure 1), dont près des deux tiers pour le seul 17 novembre 2018.
- 4 D'autres lieux importants pour l'appareil économique sont investis en nombre, à commencer par les autoroutes, leurs bretelles et surtout leurs péages, qui symbolisent la charge croissante sur les budgets automobiles, la pression fiscale, ou la privatisation des biens publics. Plus de 600 actions y ont lieu sur l'ensemble de la période, de l'opération escargot au « péage gratuit » en passant par le barrage filtrant, dont 60 % lors de l'acte initial. Ce sont enfin des radars routiers, ponts, tunnels, passages à niveau et autres postes frontières qui polarisent la contestation en jaune, les infrastructures routières composant la majorité des lieux appropriés avec pas moins de 57 % des actions identifiées précisément par le ministère sur la période étudiée. Si le blocage total a pu y exister, c'est davantage le filtrage qui a prédominé, chicanes et palettes étant disposées et parfois enlevées le soir venu, à l'image des radars routiers aveuglés ou des péages ouverts mais pas systématiquement dégradés. Le cas des rassemblements au niveau des stations-essence et des centres commerciaux auxquelles elles peuvent être associées témoigne de l'articulation entre les enjeux de mobilité et les fins de mois difficiles chez nombre de Gilets jaunes. Entre 180 et 540 actions y sont respectivement dénombrées sur la période, pour près de 4 % et 13 % du total identifié. Ces actions se sont accompagnées de blocages et de filtrages,

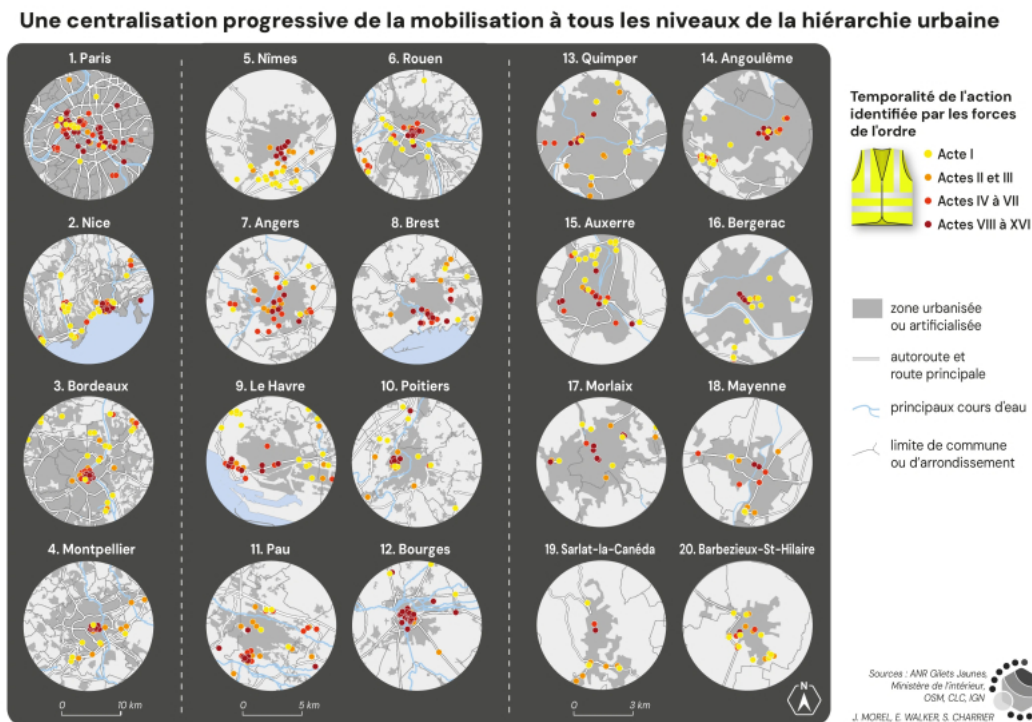
mais aussi de *boycotts* et autres opérations « cadeaux de Noël » consistant à soutenir les occupant·es des cabanes construites en marge des ronds-points évacués par les forces de l'ordre en décembre 2018, et qui permettent aux Gilets jaunes de tenir.

- 5 Ces lieux investis et la manière de le faire disent beaucoup des positions sociales des participant·es. Dans sa phase initiale, le mouvement se caractérise en effet par la présence de personnes majoritairement réfractaires aux syndicats, ce qui peut expliquer que seulement 3 % des actions aient ciblés le tissu productif industriel, sans compter les enjeux de respectabilité qui poussent les classes populaires les moins stabilisées à éviter les lieux du travail pour exprimer un mécontentement. Les artisans du bâtiment, chauffeurs ou travailleuses du *care* surreprésenté·es parmi les contestataires sont en revanche bien plus familier·ères des espaces routiers utilisés au quotidien. Ils et elles le sont aussi de l'univers de la grande distribution qui touche aux styles de vie et conditions matérielles d'existence populaires, la moitié des Gilets jaunes vivant avec moins de 2 000€ mensuels dans leur foyer. Trait plus saillant, près de la moitié des Gilets jaunes des ronds-points n'auraient jamais eu d'expérience militante auparavant, ce qui permet de comprendre que les lieux de pouvoir centraux aient été relativement épargnés lors de la première séquence de mobilisation.

Une centralisation qui laisse ouverte la question stratégique

- 6 Pourtant toujours au cœur du répertoire contestataire comme l'ont montré les manifestations contre la réforme des retraites de 2023, les espaces publics centraux investis pour donner à voir la force du nombre ne comptent que pour 7 % des actions identifiées sur l'ensemble de la période. Mais les manifestations occupent une part croissante au fil du temps, les Gilets jaunes repérés sur les places, avenues ou boulevards centraux représentant environ un dixième du total des actions repérées lors des premiers actes, mais jusqu'à un tiers début 2019. Nombre de villes situées à différents niveaux de la hiérarchie urbaine française, permettent d'apprécier cet investissement croissant des centres-villes (Figure 2).

Figure 2. Une centralisation progressive de la mobilisation à tous les niveaux de la hiérarchie urbaine



Source : INSEE, Recensement de la population 2021.

- 7 Peu représentatives du mouvement, ces manifestations polarisent cependant un nombre important de contestataires : Paris, Toulouse et Bordeaux en comptent officiellement plus de 2 000 entre 8 et 15 fois sur la période, surtout en 2019, ce qui n'empêche pas des affluences importantes dès l'acte initial à Poitiers, Roanne ou... Champniers, une petite ville de Charente. Ce répertoire démonstratif et itinérant progressivement adopté a pour corollaire une montée dans la hiérarchie urbaine. Tandis que 60 % des actions identifiées se font dans des communes de moins de 20 000 habitants lors de l'acte initial, cette proportion est de 40 % à Noël et tombe même à 20 % dès la mi-janvier 2019. Inversement, Paris – où les trois quarts des actions sont des cortèges manifestants – et les communes d'au moins 200 000 habitants polarisent respectivement 1 et 11 % des actions initialement, contre 8 et 34 % début mars 2019.
- 8 Ce double processus de centralisation vers les plus grandes villes et leurs centres s'accompagne d'une intensité croissante de la conflict-

ualité, tournée en particulier vers les institutions politiques. Guère représentatives du mouvement avec un dixième du total, les actions devant les hôtels de Ville ou de Préfecture, les administrations fiscales et les services publics – lycées en tête du fait de convergences mais aussi hôpitaux, maternités, bureaux de poste, déchèteries – prennent la forme majoritaire de rassemblements, et parfois d’illégalismes. On se souvient de l’incendie de la préfecture du Puy-en-Velay lors de l’acte III, du forçage d’une annexe du ministère de l’Économie lors du VIII^e acte, moins du centre des impôts puis de la sous-préfecture murés à Segré-en-Anjou-Bleu. Et tandis que la répression s’intensifie dès la mi-décembre 2018, apparaissent les actions ciblant les commissariats (15 occurrences), les gendarmeries (10) mais aussi les tribunaux (6). Le traitement médiatique du mouvement, estimé partial par les Gilets Jaunes mobilisés, donne également lieu à quelques actions tel l’investissement des sièges de BFM TV et France TV à la charnière des années 2018 et 2019.

- 9 Cette appropriation de lieux-enjeux qui sont aussi des moyens du changement social dessine un élargissement vers d’autres causes que la contrainte mobilière et le pouvoir d’achat. On pense ici à la place et au rôle de l’État (critique de la raréfaction des services publics, d’une fiscalité prédatrice, des violences policières), à la question démocratique et institutionnelle (référendum d’initiative citoyenne, VI^e République) ou à la moralisation de l’économie (plébiscite de l’impôt sur la fortune). Signe de politisation progressive des Gilets jaunes engagé·es dès le début, des échanges tenus dans diverses assemblées ou encore de la répression vécue, cet élargissement s’explique aussi par le ralliement de personnes aux positions sociales et politiques sensiblement différentes. Ils et elles ne sont ainsi plus qu’un quart à être primo-mobilisé·e et la moitié à être opposé·e aux syndicats à compter de 2019, et quand bien même le refus de se positionner sur une échelle gauche/droite prédomine, pas moins d’un quart de ceux qui manifestent se positionne le plus à gauche. Les Gilets jaunes rallié·es sont aussi plus souvent des femmes, des jeunes, sont moins précaires et exercent des professions intermédiaires à l’image des enseignant·es, et habitent bien davantage les villes-centres des métropoles. Socialisé·es dans des contextes bien différents en matière de mobilités quotidiennes, on comprend

qu'ils et elles s'engagent en décalé, mais aussi selon des mots d'ordre et modes opératoires sensiblement différents.

- 10 Loin des occupations pratiquées par les groupes mobilisés contre des grands projets d'aménagement et d'infrastructures, des usines ou des camps militaires, les Gilets jaunes renouent donc dans la seconde phase du mouvement avec le répertoire d'action « dix-neuviémiste républicain », quoiqu'en fin de semaine et de manière souvent émeutière. Ainsi le répertoire d'action des petits indépendants (celui des routiers de 1984, des Bonnets rouges de 2013, des agriculteurs avant et depuis l'Ancien Régime) est-il progressivement laissé de côté. Est-ce là l'évolution logique de tout mouvement anti-austéritaire, tourné initialement dans le proche vers les flux économiques, puis s'en détournant pour privilégier les pouvoirs centraux, restés sourds aux revendications ? Alors que la phase initiale de la contestation, à la fois conventionnelle, atomisée et simultanée sur tout le territoire national, avait amené quelques concessions (moratoire sur la taxe carbone, annulation de la hausse de la CSG sur les petites retraites, augmentation du SMIC, retour à la défiscalisation des heures supplémentaires), le pouvoir politique a ensuite répondu à la centralisation de la contestation par une répression policière et judiciaire d'une violence extrême, qui emportera d'autant plus le déclin du mouvement qu'elle coïncide avec le premier confinement de la pandémie de COVID 19 en mars 2020. La question stratégique des modes d'appropriation de l'espace par les contestataires reste donc ouverte, à l'image des ronds-points de nouveau investis lors du mouvement « retraites » en 2023 ou « Bloquons tout » en septembre 2025.

Les coulisses de la planche

Le contenu de cette planche repose principalement sur une base de données inédite, qui provient des services statistiques du Ministère de l'Intérieur. De l'acte I à l'acte XVI, chaque mobilisation repérée par ses différents agent·es constitue une ligne dans la base (N=7 078), qu'une douzaine de variables vient caractériser – de sa temporalité à sa spatialité, exprimée par des coordonnées géographiques, en passant par une description du type « *filtrant rp car wash* » – pour

désigner le filtrage de véhicules sur un rond-point situé à proximité d'une station de lavage par exemple – et le nombre de participant-es observé-es. Ces éléments ont permis de produire une vingtaine de variables supplémentaires (lieux et modes d'action, présence d'acteurs autres que Gilets jaunes, réponse policière) sans compter une jointure spatiale détaillant le contexte de chaque action (statuts dans les différentes typologies d'espaces de l'Insee, compétence police/gendarmerie, profils socio-résidentiels) permettant de dégager les proportions évoquées dans le texte par le biais de tris croisés.

Si cette base de données volumineuse nous semble la seule à même de documenter les espaces de mobilisation des Gilets jaunes dans le temps, contrairement à la base « Blocage17Novembre » généralement utilisée mais seulement représentative des intentions de mobilisation avant l'acte initial, elle est néanmoins sujette à d'importantes (pré)cautions. Le travail de terrain ou la consultation de la presse nous disent en effet que certains départements y sont désalignés de la réalité, sans doute du fait – très intéressant du reste pour qui s'intéresse à la gouvernementalité du mouvement – d'un repérage policier parfois lacunaire, que les données aient été perdues... ou qu'elles n'aient pas existé. C'est le cas de la Haute-Vienne, tout simplement absente de la base, de la Moselle, de la Côte-d'Or, de l'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Atlantique, de la Vendée, de l'Indre, du Calvados, de la Manche, des Alpes-de-Haute-Provence, du Tarn, de la Haute-Garonne et des Pyrénées-Orientales, non renseignés pour l'acte initial, et en partie absents avant les actes de 2019. Dans les DROM, seule la Réunion apparaît, nous ayant conduit à privilégier ici une analyse à l'échelle de la France métropolitaine. Au regard des quelques 1 700 actions dont ni lieu ni mode opératoire ne sont connus par ailleurs, on pourrait se demander si les forces de l'ordre n'ont pas été dépassées par l'ampleur de la mobilisation.

À l'échelle nationale, l'idée a ainsi été de délaissier les analyses « régionales » et conduites grâce à la seule cartographie pour raisonner statistiquement par types d'espaces, en agrégeant les données et nivelant ainsi les effets des repérages policiers inégaux ou

disparates. Une analyse géographique plus fine engageait de croiser avec d'autres sources, ce qui a permis de constater qu'en règle générale, le repérage par les services du ministère était précis, jusqu'à documenter par exemple 350 actions commises par moins de 5 Gilets jaunes sur la période. Du reste, la capacité à identifier la contestation n'engage pas nécessairement celle de la contrôler et encore moins la volonté de le faire. Une perspective de recherche stimulante réside ainsi dans l'enquête de la fabrique du maintien de l'ordre, difficile à mener tant le terrain est encore fermé.

BIBLIOGRAPHIE

- BEDOCK, C., BENDALI, Z., BERNARD DE RAYMOND, A., BEURIER, A.-G., BLAVIER, P., BONIN, L., COURTY, A., DELLA SUDDA, M., DELOZIÈRE, G., DONDEYNE, C., ELALAOU, C., FLIPO, F., FRÉMONT, C., GABORIT, M., GIRARDIN, A., GRÉMION, T., GUILLEMIN, P., HAVARD, M., IVANOVIC, M., LARROUQUÉ, D., LEVAIN, A., LIOCHON, P., NEYRAT, F., ORMIERE-NOBLET, L., PAUCHARD, L., PIGOT, F., REUNGOAT, É., SCHNATTERER, T., SPÉTER LEJEUNE, L., SOULIÉ, F., VALERIA, A. et WALKER, É. (2019). « Enquêter in situ par questionnaire sur une mobilisation. Une étude sur les gilets jaunes », *Revue française de science politique*, 69 (5), 869-892. DOI : [10.3917/rfsp.695.0869](https://doi.org/10.3917/rfsp.695.0869).
- ELALAOU, C., ESNAULT, M., GIRARDIN, A. (2024). « Appropriations de l'espace et répression du mouvement des Gilets jaunes à Caen », *Mappemonde*, [10.4000/mappemonde.9405](https://doi.org/10.4000/mappemonde.9405).
- WALKER, É., BLAVIER, P. (2022). "Shedding light on the Yellow Vests movement through its spatial dimension, from the gathering places to the origins of the participants", *French Politics*, 20 (3), 318-345, [10.1057/s41253-022-00187-9](https://doi.org/10.1057/s41253-022-00187-9).
- WALKER, É. (2024). « Les Gilets jaunes, c'est la France périphérique » Dans E. Reungoat et F. Buton (dir.) *Idées reçues sur les Gilets jaunes : Un marqueur des luttes sociales contemporaines* (p. 97-102). *Le Cavalier Bleu*. [10.3917/lcb.reung.2024.01.0097](https://doi.org/10.3917/lcb.reung.2024.01.0097).
- WALKER, É., BUTIN, S. (2025). « Documenter les espaces de vie des Gilets jaunes pour éclairer l'émergence et la dynamique du mouvement. De l'automobilité défendue à la métropolisation combattue ? », *Géocarrefour* [Online], 99/1 | 2025, [10.4000/14lrn](https://doi.org/10.4000/14lrn).
- WALKER, É. (2025). « L'ancrage "à double tranchant". Une approche biographique et géographique pour saisir l'engagement en jaune ». Dans E. Reungoat, S. Bordie, F. Buton, C. Dondeyne, É. Walker (dir.) *Devenir des gilets jaunes*. Éditions du Croquant.

AUTEUR.E

Étienne Walker

Etienne Walker est maître de conférences en géographie sociale à l'université de Caen Normandie et membre du laboratoire Espaces et Sociétés (ESO) à Caen. Ses recherches portent sur la division sociale [démographique, morphologique, socio-résidentielle, productive et politique] de l'espace français et sur ses modes d'appropriation (des mobilisations ordinaires aux gouvernamentalités institutionnelles, au travers des conflits autour de l'enjeu récréatif nocturne et du mouvement des Gilets jaunes), dans une perspective sociohistorique attentive aux inégalités et rapports sociaux de pouvoir.

etienne.walker@unicaen.fr

IDREF : <https://www.idref.fr/155556894>

ORCID : <http://orcid.org/0009-0001-7133-3385>

HAL : <https://cv.archives-ouvertes.fr/etienne-walker>